



Projet pour l'amélioration de la résilience socio-économique des jeunes, filles et garçons, des communautés hôtes, réfugiés et déplacés de la région de Diffa

Soumis à l'Ambassade du Royaume de Belgique au Niger par Plan International

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

(...) le Comité souhaite recevoir davantage d'informations concrètes et plus détaillées sur les activités prévues (notamment R1A1.développement de partenariats stratégiques à travers le renforcement des capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques des partenaires, R1A4. notion « d'approches innovantes », R3A1. actions visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la violence/les conflits).

1) R1A1.développement de partenariats stratégiques à travers le renforcement des capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques des partenaires

Le développement de partenariats est au cœur de la stratégie et de la théorie de changement de Plan International au niveau global de manière générale et en particulier au Niger. Cette politique de partenariat est fondée sur les principes du respect mutuel et de l'écoute, du partage des responsabilités et des risques, mais aussi sur des éléments non-négociables, dont la protection de l'enfance, le respect du code de conduite, la suspension en cas de non-déclaration ou dissimulation de cas de fraude ou de corruption, d'activités illégales ou terroristes, de discrimination fondée sur le genre, et de pratiques qui portent atteinte aux droits humains. Selon la nature du partenariat, Plan International au Niger met en œuvre des mécanismes spécifiques d'identification, d'évaluation et de validation des partenaires. Ces outils permettent de conduire des processus de « due diligence », de « risk mitigation » et des plans de renforcement des capacités adaptés aux besoins de chaque partenaire. Des mécanismes de supervision et de feedbacks réguliers sont ensuite mis en place pour garantir un contrôle continu et, au besoin, des réajustements programmatiques¹.

Dans le cadre du projet soumis à l'Ambassade du Royaume de Belgique au Niger, un diagnostic participatif des besoins sera mené avec les partenaires de mise en œuvre identifiés. Il servira de base à un plan de renforcement organisationnel, technique et/ou pédagogique. Les actions de renforcement de capacités prévues seront adaptées aux spécificités et au type d'intervention de chaque partenaire. Voir tableau des partenaires ci-joint.

Avec l'ONG GAMA (Groupement d'Appui au Mouvement Associatif), directement chargée de la mise en œuvre et de l'encadrement des Associations de Jeunes d'Épargne et de Crédit (AJEC), une convention de partenariat sera signée. Elle sera suivie d'une analyse des besoins de renforcement des capacités au niveau organisationnel (gouvernance interne, planification stratégique, gestion financière, suivi et évaluation), technique (formation au logiciel SIG-AVIX pour suivi des AJEC) et matériel (outils de gestion des AJEC et de collecte de données - tablettes).

Les services techniques de l'Etat, communes, centres de formations et structures communautaires bénéficieront quant à elle d'un appui technique (formations sur les textes juridiques d'application, le

¹ *Building better partnerships to advance children's rights and equity for girls – Guiding Principles*, Plan International, avril 2018.

genre, les filières socio-économiques porteuses), pédagogique (formation de formateurs, développement de matériels pédagogiques) et matériel (appui à la création de nouveaux centres, dotation en matériels et équipements).

L'approche adoptée est une approche de co-construction du projet entre l'équipe de Plan International sur le terrain et les différentes parties prenantes, comprenant l'amélioration des cadres de concertation et des visites conjointes d'échange et de suivi. L'objectif de ces actions est d'assurer l'appropriation progressive du projet par les acteurs locaux et leur autonomisation au terme des quatre années de l'action.

2) R1A4. notion « d'approches innovantes »

La notion d'innovation consiste d'une part à introduire de nouvelles approches et d'autre part à améliorer significativement les approches existantes dans le but d'assurer une formation de qualité pour les jeunes et augmenter ainsi leurs chances de réinsertion socioéconomique durable.

De manière plus spécifique, il s'agit de :

- Créer de nouveaux modules de formation dans l'offre des centres de formation, en partenariat avec la Direction Régionale de la Formation Professionnelle et Technique, qui seront non seulement adaptés aux opportunités locales d'emploi et d'auto-emploi, mais qui répondront aussi aux perspectives de développement durable et de gestion raisonnée des ressources naturelles. Une étude récente menée par Plan International et Nigetech² dans 12 communes de Diffa a révélé un manque criant de concordance entre les filières enseignées par les centres de formation et les besoins de développement des secteurs porteurs. En effet, alors que l'offre de formation professionnelle s'en tient principalement aux secteurs artisanaux, la moitié des besoins exprimés concerne les secteurs de la transformation, de la conservation et de la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux³. Or ces filières présentent un fort potentiel en termes de valeur ajoutée du travail et de synergies avec des secteurs innovants et durables. L'énergie solaire présente, par exemple, des débouchés prometteurs dans le processus de transformation et de conservation des aliments (cuiseurs et séchoirs solaires). Les filières des systèmes d'information dans le domaine agroalimentaire (informations marché/prix/climat/disponibilité des ressources), et de gestion des déchets offrent également des perspectives intéressantes. En début de projet, Plan International mènera une étude de marché approfondie afin d'identifier les formations apportant des solutions innovantes et durables aux besoins des principaux secteurs générateurs d'emploi et d'auto-emploi. La sélection finale se fera avec les structures partenaires en début de projet et les nouveaux contenus seront développés en collaboration avec la Direction Régionale de la Formation Professionnelle et Technique et les centres de formation eux-mêmes.
- Renforcer les modules de formation des centres par une approche intégrée et transversale qui viendra renforcer l'employabilité des jeunes et stimuler des vocations dans l'entrepreneuriat durable et responsable. Cette approche reposera sur l'intégration du

² L'ONG Nigetech, spécialiste de la formation professionnelle au Niger, est partenaire de Plan International, Care, Aide et Action dans la mise en œuvre du projet BANA (« Nouvel engagement de la jeunesse de Diffa pour le renforcement du lien social »), financé par l'AFD.

³ « Etude de marché (de l'offre et de la demande) et sur les filières porteuses dans les 12 communes cibles du projet Jeunesse Diffa, S.I. Abagi pour Plan International et Nigetech, Niamey, Août 2018, p. 24.

curriculum de Plan International sur les compétences transversales non-cognitives (employabilité, compétences de vie, résolution des problèmes, communication, travail en équipe), l'intégration du genre et de la protection de l'environnement, ainsi que des compétences informatiques et digitales dans toutes les filières d'apprentissage appuyées.

- Proposer un parcours adapté et personnalisé à chaque jeune entrant dans un centre de formation afin de répondre notamment aux besoins spécifiques des filles. Une analyse personnalisée de chaque jeune (intérêts, aspirations, besoins) sera conduite afin de l'orienter vers la voie la plus appropriée (entrepreneuriat versus formation professionnelle, etc.) et limiter ainsi les abandons. Cette approche a été testée avec succès par Swisscontact et les plateformes d'orientation des jeunes désormais gérées par les communes. Au moment de l'orientation, des supports audiovisuels seront utilisés pour présenter les secteurs aux jeunes et dépasser les stéréotypes liés au genre – ce qui permet notamment aux jeunes filles de découvrir de se sentir légitimes dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes, comme la plomberie, l'électricité ou le bâtiment.
- En lien avec le R2A5, Plan International formera l'ONG partenaire GAMA et les structures communautaires au système de collecte de données électronique globalisé SIG-SAVIX. SIG-SAVIX est le système d'information internationale généralement utilisé pour monitorer les initiatives de microfinance communautaires. Ce système permet de compiler des données standardisées rendant compte du niveau de performance ventilé par genre et âge, ainsi que du degré d'autonomisation et de résilience des AJEC. Le projet permettra ainsi aux équipes de l'ONG GAMA de réaliser un suivi en temps réel des AJEC et de leur performance, notamment sur la participation des jeunes tout en répondant aux besoins des AJEC de manière personnalisée. En outre, le projet contribuera à alimenter cette base de données internationale.

3) R3A1. actions visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la violence/les conflits

Le renforcement de la cohésion sociale constitue un des piliers essentiels de l'approche stratégique de Plan International dans la région du Lac Tchad⁴, et en particulier au Niger. Ce renforcement de la cohésion sociale est abordé comme un élément central du travail de Plan International sur le Nexus humanitaire-développement.

Les interventions de Plan International au Niger en matière de cohésion sociale se veulent transformatrices en matière de genre et entendent conduire à un changement des normes sociales, comportements et attitudes discriminants à l'égard des jeunes et des filles en particuliers. Afin de renforcer la cohésion sociale et pour agir en faveur de la promotion de la paix, le projet s'appuiera sur la participation des jeunes, et notamment des jeunes filles, aux mécanismes de prise de décision aux niveaux communautaire et communal, et au renforcement de leurs capacités à agir comme agents de changement.

Concrètement, il s'agira de :

- Mener un diagnostic participatif avec les jeunes filles et garçons sur les principaux enjeux de cohésion sociale/paix/sécurité qu'ils identifient au sein de leurs communautés et les principales contraintes (sociales, économiques, et culturelles) qui entravent leur accès aux mécanismes de prises de décision et leur participation active aux actions communautaires.

⁴ "Lake Chad Programme Strategy 2018-2023", Plan International, Octobre 2018.

Ce diagnostic sera réalisé à travers le rassemblement de données à la fois quantitatives (questionnaires individuels, enquêtes) et qualitatives (groupes de discussion semi-dirigés et utilisation de vignettes) récoltées directement auprès des jeunes dans le respect de la confidentialité et de la protection des données. Le travail d'analyse des résultats et le diagnostic seront réalisés par les jeunes eux-mêmes, rassemblés au sein de chaque communauté, en veillant à une participation équilibrée des filles et des garçons. Sur la base du diagnostic établi, les jeunes seront appelés à faire des recommandations en vue de l'élaboration de plans d'action pour promouvoir la paix, la sécurité et la cohésion sociale au sein des communautés.

- Elaborer des plans d'action de renforcement de la cohésion sociale et de promotion de la paix et de la sécurité, basés sur les recommandations des jeunes. Les membres des Conseils Communaux des Jeunes (CCJ) seront responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces plans d'action. Les CCJ seront renforcés, à travers une restructuration garantissant une représentation équilibrée des filles et des garçons, et la formation de leurs membres sur les thématiques suivantes : vie associative, citoyenneté, prévention des conflits, prévention de l'extrémisme violent, prévention des violences basées sur le genre, communication non-violente. Les membres des CCJ seront responsabilisés dans leur fonction moteur de la cohésion sociale et de garants de la paix. A ce titre, ils seront amenés à jouer un rôle d'intermédiaire, mais aussi de coach et de mentor auprès des membres des clubs de jeunes des communautés.
- Créer des espaces sécurisés d'échanges pour les jeunes par la mise en place de 12 Associations Sportives et Culturelles (ASC), à raison d'un club pour filles et un club pour garçons par commune. Des tournois sportifs et des séances de théâtres participatifs centrés sur la promotion de l'engagement civique, la non-violence et la résolution des conflits seront organisés au sein des ASC, en étroite collaboration avec les membres du CCJ dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action.
- Encourager via un soutien financier les initiatives de jeunes ayant pour objectif de renforcer la cohésion sociale et la prévention des conflits et de l'extrémisme violent. Le caractère innovant de ces microprojets sera également un critère de sélection clé avec par exemple la réalisation de vidéos participatives ou la réalisation d'émissions pour les jeunes en partenariat avec les médias locaux.
- Développer de synergies concrètes avec l'organisation Search For Common Ground et ses programmes de lutte et de prévention de l'extrémisme violent notamment à travers un appui conjoint à certains jeunes marginalisés et/ou à risque de radicalisation pour assurer leur réinsertion communautaire et économique.
- Sensibiliser les jeunes sur les enjeux de cohésion sociale, citoyenneté, communication non-violente, protection de l'environnement, genre à travers des mécanismes d'éducation par les pairs (ASC et CCJ). Par ailleurs, Plan, en collaboration avec Search For Common Ground, utilisera également le canal des médias locaux pour promouvoir ces thématiques à plus grande échelle.

Acteurs	Rôles clés du partenaire	Collaboration, appui et renforcement des capacités par Plan International
Conseil Régional	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'interface entre les autorités communales et le projet. - Assurer une supervision annuelle des activités du projet. - Assurer une mobilisation sociale autour des activités du projet. - Appuyer le projet dans la planification et l'organisation des activités. - Assurer la formation des élus communaux sur l'intégration d'actions de promotion de l'emploi des jeunes dans les Plans de développement communaux (PDC) et les Plans d'investissement des annuels (PIA). - Veiller à la prise en compte dans les Plans annuels d'investissement communaux (PAI) de la contribution du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coordination autour du projet à travers le cadre de concertation des collectivités locales. - Appui à la formation des élus locaux sur les textes de transfert de compétence en matière d'enseignement professionnel et technique. - Appui à la formation des élus sur les textes juridiques ratifiés par l'Etat sur les réfugiés, les déplacés internes, le genre et inclusion, etc. - Appui en équipement informatique au service de l'emploi/formation et la cellule de coordination du conseil régional. - Appui à l'organisation des missions de suivi et de supervision des activités du projet. - Formation des membres du Conseil Régional sur l'intégration socioéconomique et l'employabilité des jeunes.
Direction Régionale de la formation professionnelle et technique	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'encadrement pédagogique des formateurs des Centres de Formation aux Métiers (CFM) et des Centres de jeunes. - Mettre en place des centres de formations villageois dans 10 communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes et recherches conjointes sur les filières porteuses, vertes et innovantes. - Appui pédagogique sur l'élaboration de modules de formation adaptés, sur les filières porteuses identifiées et sur l'entreprenariat durable et responsable. - Renforcement du dispositif de formation des formateurs et superviseurs pédagogiques pour une meilleure intégration de l'approche par compétences (mise à disposition de matériel didactique de formation et évaluation adapté). - Appui à la création de 10 nouveaux centres de formations communautaire/villageois (installation et équipement de hangars semi permanant; dotation en matériel et équipement).

<p>Direction Régionale de la jeunesse</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer à la dynamisation des Conseils communaux des jeunes (CJJ) et à la participation des filles dans la prise des décisions. - Appuyer la mise en place des Associations Sportives et Culturelles (ASC). - Appuyer la promotion des activités socioéducatives des jeunes (sportives, de loisir, de solidarité nationale, artistiques...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création d'un centre des jeunes à Nguingmi et à la réhabilitation d'un centre des jeunes à Diffa, et dotation en matériels et équipements. - Appui à la création de 2 plateformes d'orientation des jeunes à Toumour et Geskerou et dotation en matériels et équipements. - Appui à la mise en place et/ou au développement de 12 Associations Sportives et Culturelles (ASC). - Appui à la formation des jeunes et ASC en compétences de vie : le dialogue intercommunautaire, la vie associative, la cohésion sociale, la citoyenneté, la gestion de troupes culturelles, techniques théâtrales... - Appui à la tenue de réunions de restructuration des Conseils communaux des jeunes en prenant en compte la participation des filles dans la prise de décision.
<p>Communes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les Conseils Communaux des Jeunes (CCJ) dans la mise en œuvre de leurs Plans d'actions de renforcement de la cohésion sociale, de la paix et de la sécurité. - Favoriser la concertation et la coordination autour des activités du projet à travers les différents cadres communaux de concertation (ex : Conseil communal). - Organisation d'un concours sur des filières vertes et innovantes. - Participer dans le processus de ciblage des bénéficiaires en prenant en compte la dimension genre, l'inclusion et le statut de vulnérabilité. - Assurer la mobilisation autour des activités du projet. - Participer dans le processus de suivi évaluation des activités du projet. - Intégrer dans les Plans de développement communaux et dans les Plans d'investissement annuels des actions de promotion de l'emploi des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des élus locaux sur les textes fondamentaux régissant le fonctionnement et la gestion des centres de formation. - Mise en place des organes de pilotage et de gestion des 10 nouveaux centres de formation. - Formation des élus locaux sur l'intégration socioéconomique des jeunes – employabilité (2 élus locaux par communes) et plaidoyer sur l'importance d'intégrer ces sujets et les besoins des centres de formation dans les plans de développement communaux et plans d'investissement annuels. - Appui à l'organisation du concours sur des filières vertes et innovantes. - Appui à la redynamisation des Centres Communaux des Jeunes et dotation en matériel et équipement. - Appui aux collectivités dans l'élaboration et la diffusion des messages et de la communication autour du projet. - Formation des élus sur les textes juridiques ratifiés par l'Etat sur les réfugiés, les déplacés internes, le genre et l'inclusion, etc.

<p>Conseils Communaux des Jeunes (CCJ) et Associations Sportives et Culturelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre en œuvre des Plans d'action renforcement de la cohésion sociale, de la paix et de la sécurité. - Sensibiliser les jeunes sur l'importance des compétences de vie, le dialogue intercommunautaire, la cohésion sociale, la citoyenneté, la protection de l'environnement, le genre, les VBG, les IST, la santé sexuelle et reproductive. - Plaider auprès des élus locaux pour la prise en compte des préoccupations des jeunes dans les Plans de Développement Communaux. - Participer à l'élaboration de Plan d'actions communaux de renforcement de la résilience des jeunes et de promotion de la cohésion sociale, de la paix et de la sécurité. - Organiser d'activités sportives et culturelles. - Mettre en œuvre des activités visant à renforcer la cohésion sociale, y compris avec les médias locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des membres des CCJ et ASC sur les thématiques suivantes : vie associative, citoyenneté, prévention des conflits/violences/ VBG, leadership féminin. - Appui à la restructuration des Conseils Communaux de Jeunes pour une meilleure place des jeunes filles dans les prises de décisions. - Appui à la mise en œuvre des activités visant à renforcer la cohésion sociale.
<p>Centres de Formation aux Métiers (CFM) et centres de formation communautaires/villageois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la formation technique et professionnelles des jeunes (y compris alphabétisation) pour les non scolarisés et les cours de rattrapage pour les déscolarisés. - Assurer la certification des jeunes promus. - Appuyer l'insertion socio-professionnelle des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité des formations techniques et professionnelles pour les jeunes et particulièrement des filles le renforcement des capacités techniques et pédagogiques des formateurs dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation à l'entreprenariat durable et responsable. ○ Formation aux nouvelles filières identifiées. ○ Formation aux modules transversaux (employabilité, compétences de vie, droits des employeurs et des travailleurs, genre, protection de l'environnement). - Amélioration de l'accès aux formations techniques et professionnelles pour les jeunes et particulièrement des filles à travers les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Appui au développement des infrastructures et équipements des centres de formation. ○ Appui à la dynamisation des comités de gestion des centres.

		<ul style="list-style-type: none"> ○ Appui au renforcement des capacités des acteurs en planification, suivi et évaluation des actions de formation.
Plateformes et Espaces d'Orientation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et orienter les jeunes afin qu'ils puissent effectuer des choix professionnels en connaissance de cause et accéder aux services existants. - Accompagner les jeunes en difficulté dans leurs démarches et leur parcours, en visant leur autonomie. - Mise en relation des jeunes formes avec des entreprises locales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création de 2 nouvelles plateformes à Toumour et Geskerou. - Equipement des nouvelles plateformes. - Renforcement des plateformes et Espaces d'Orientation des jeunes sur les filières porteuses.
Comités de Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Actions de prévention et de référencement des cas de protection et de VBG. - Sensibilisation sur la cohésion sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et accompagnement des Comité de Protections sur les mécanismes communautaire de protection de l'enfant, de prévention et gestion des cas de violences basées sur le genre (VBG).
ONG GAMA	<ul style="list-style-type: none"> - Création ou redynamisation des Association des Jeunes d'Epargne et de Crédit (AJEC). - Suivre et encadrer les AJEC. - Identifier, recruter et former les volontaires encadreurs des AJEC. - Collecter, traiter et analyser les données de performance des AJEC. - Former les AJEC en compétences de vie. - Accompagner la mise en œuvre des AGR (y compris l'alphabétisation pour les non scolarisés et cours de rattrapage pour les déscolarisés). - Sensibiliser les ménages et leaders d'opinion pour recueillir leur adhésion au projet. - Sensibiliser tous les groupements créés sur l'approche du Changement le Plus Significatif (CPS). 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation à l'utilisation du logiciel SIG-SAVIX de collecte des données en temps réel pour le suivi des AJEC. - Appui au financement et à l'accompagnement des Activités Génératrices de Revenu (AGR). - Formation des volontaires encadreurs des AJEC en compétences de vie, Changement le plus Significatif (CPS) et la collecte des données y compris avec des tablettes. - Appui pour l'achat des outils de gestion des AJEC et de collecte de données (tablettes). - Appui pour la motivation des volontaires encadreurs.
Swisscontact	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition du projet des plateformes et centres d'orientation des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Partage d'expériences sur les bonnes pratiques en matière de filières porteuses et innovantes.



Search for Common Ground	<ul style="list-style-type: none">- Search for Common Ground a une grande expérience dans la région de Diffa en matière de prévention de l'extrémisme violent, prévention et gestion non violente des conflits (collaboration avec les médias locaux, troupes d'animation culturelle et gestion des conflits Agriculteurs-Eleveurs, etc). Plan collabore étroitement avec SFCG pour l'élaboration et la diffusion de messages radiophoniques de cohésion sociale. Cette même expertise sera mise à la disposition du présent projet pour les activités de sensibilisation et de cohésion sociale.- Mettre à disposition les « Conflict Scan » pour assurer la prise en compte de l'évolution du contexte dans la mise en œuvre du projet et la mitigation des risques.	<ul style="list-style-type: none">- Collaboration en termes de partage d'informations et de bonnes pratiques.- Appui conjoint à certains jeunes marginalisés et/ou à risque de radicalisation pour assurer leur réinsertion communautaire et économique.- Développement de synergies autour de la résilience communautaire/renforcement de la paix/prévention des conflits et de l'extrémisme violent.
--------------------------	---	--